

DE LA NOUVELLE RAISON DU MONDE AU CHOIX DE LA GUERRE CIVILE ET AU-DELÀ. RETOUR SUR UN PARCOURS THEORIQUE

*Christian Laval*¹

Les effets de l'actualité

Je voudrais faire devant vous un retour sur le parcours en commun que nous avons mené Pierre Dardot et moi-même. Nous avons écrit ensemble trois ouvrages sur le néolibéralisme. *La Nouvelle raison du monde* (2009), *Le cauchemar qui n'en finit pas* (2016), et enfin *Le choix de la guerre civile* (2021). Entre temps, nous avons rédigé toujours ensemble un livre assez volumineux intitulé *Dominer*, qui est une histoire assez ambitieuse de la souveraineté de l'État occidental, une histoire qui suit un long parcours du Moyen Âge jusqu'à l'État néolibéral.

La première chose à dire c'est que nos livres s'inscrivent toujours dans une certaine actualité. Ce qui a imprimé une inflexion dans nos travaux, c'est d'abord un effet du durcissement autoritaire des différents types du néolibéralisme, que ce soit en Amérique latine, aux États-Unis ou en Europe. La première inflexion date du *Cauchemar qui n'en finit pas*, dont le sous-titre, je le rappelle, est « comment le néolibéralisme défait la démocratie ». C'est un livre très ancré dans l'actualité française et européenne laquelle se caractérisait par le renforcement de la répression contre les mouvements sociaux et écologistes et par ce qu'on a appelé la « crise grecque », quand la troïka du FMI de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne ont fait échec à toute politique anti-austéritaire en Grèce et a conduit à la défaite politique de Syriza.

C'est encore l'actualité qui nous a amené à créer le Groupe d'études sur le néolibéralisme et les alternatives (GENA) en novembre 2018, dans la foulée de l'élection en octobre de Bolsonaro, avec comme premier moment fondateur un colloque franco-brésilien organisé au Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) de Paris le mercredi 20 mars et le jeudi 21 mars 2019 intitulé « La crise de la démocratie et le néolibéralisme à la lumière

¹ Professeur émérite de sociologie, Université Paris Nanterre. Fondateur du Groupe d'Études sur le Néolibéralisme et Alternatives (GENA) et du groupe de recherches GENA-Amazônia.

de la situation brésilienne »². C'est dans ce cadre, et en posant la question du rapport du néolibéralisme à la démocratie, ou plutôt en réfléchissant à la nature profondément anti-démocratique du néolibéralisme sur le plan politique, que nous nous sommes attelés à un travail collectif qui a débouché sur l'ouvrage *Le Choix de la guerre civile* (2021), lequel arrive donc douze ans après la *Nouvelle raison du monde*.

Nos ouvrages se veulent tous des livres d'intervention dans l'actualité, y compris le livre consacré à l'histoire de la souveraineté de l'État en Occident intitulé *Dominer*. Et il y a eu aussi un autre facteur d'actualité, directement lié à la diffusion du livre *La nouvelle raison du monde*. C'est cette diffusion et les rencontres qu'elle a permises qui nous ont conduit à corriger les analyses de la *Nouvelle raison du monde*, une correction qui tient pour beaucoup aux rapports que nous avons tissés avec l'Amérique latine.

Nous avons depuis assez longtemps le sentiment, d'avoir raté une dimension importante du néolibéralisme en suivant trop fidèlement le cours de Michel Foucault de 1979, *Naissance de la biopolitique*. Ce sentiment de ratage, nous l'avons eu surtout à partir de 2016, lors de la réception au Chili, en Argentine et au Brésil de la *Nouvelle raison du monde* où, très souvent, de jeunes auditeurs nous posaient la question de la violence néolibérale, chaque fois en rapport aux coups d'État dans leur pays, notamment celui au Chili de Pinochet en 1973. Les questions étaient les mêmes en Argentine ou au Brésil. Plus généralement, la dimension fondamentalement anti-démocratique du néolibéralisme était présente mais n'était pas posée suffisamment dans cet ouvrage. Dans *Le cauchemar qui n'en finit pas*, au contraire, la question de la démocratie devient centrale.

C'est donc avec cette préoccupation que nous avons, en deux ou trois étapes, modifié notre approche du néolibéralisme. C'est ce que nous explicitons dans l'introduction du *Choix de la guerre civile*. Je cite : « tel est le propos du présent ouvrage: ajouter un chapitre devenu essentiel aux généalogies existantes, écrit à la lumière des formes de plus en plus brutales des politiques néolibérales »³.

Je voudrais ici essayer de mieux expliquer pourquoi ce chapitre manquait dans la *Nouvelle Raison du monde*. Ce qui suppose de rappeler les axes du livre, et d'en montrer les limites.

² Dossier complet dans la revue en ligne Sens public, <https://www.erudit.org/fr/revues/sp/2020-sp06204/1079464ar/>

³ Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval, Pierre Sauvêtre, *Le Choix de la guerre civile, Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021.

Apports et limites de *La Nouvelle raison du monde*

La question de la démocratie n'était donc pas plus l'axe central de la démonstration que la cible première de l'analyse critique. Ce que nous avons en tête, et c'est très clair dans l'introduction française et même dans la composition du livre dans sa version originale en français (en portugais et en anglais manquent les cinq premiers chapitres), c'était que le néolibéralisme n'était pas le « retour d'Adam Smith », n'était pas non plus « l'ultralibéralisme », ne se réduisait pas au retrait ou au démantèlement de l'État, mais qu'il n'était pas non plus, comme le disaient les marxistes, « le triomphe du capitalisme absolu » (Michel Husson) ou la « revanche des classes bourgeoises » (David Harvey). Certes, il y a bien des aspects qui y ressemblent, mais ce n'était pas pour nous l'essentiel. Ce qui était essentiel c'est de montrer que le néolibéralisme était une manière très spécifique de gouverner les sociétés et les individus. Et cette ligne démonstrative, elle nous a été inspirée par Michel Foucault.

Au début des années 2000, Foucault n'était pas une référence centrale dans les critiques du néolibéralisme produites par le mouvement altermondialiste en France du moins. La lutte anti-néolibérale elle-même n'était pas menée par des foucaultiens mais beaucoup plus par des marxistes, des anarchistes parfois, des anti-utilitaristes, des bourdieusiens mais aussi des économistes hétérodoxes, plutôt keynésiens. Foucault était absent de la scène politique pendant toutes ces premières années de l'altermondialisme, sauf peut-être, indirectement, chez Hardt et Negri, comme en témoigne leur livre majeur *Empire*. Mais Hardt et Negri, malgré leurs prétentions à avoir produit la grande théorie de l'altermondialisme, n'avaient quasiment aucune influence politique dans la gauche radicale, dans le mouvement social et dans le syndicalisme. Pour le dire à la façon de Foucault, ses analyses du néolibéralisme qu'il avait formulées à la fin des années 1970 ne faisaient pas partie de la « boîte à outils » des principaux auteurs anti-néolibéraux et des activistes en lutte contre la mondialisation capitaliste. Et ceci pour des raisons assez évidentes.

La première raison de cette relative marginalisation de Foucault tient à des raisons de biographie. Il est mort en 1984 et ses analyses ne semblaient plus en prise avec l'actualité, par exemple avec les politiques d'ajustement structurel du FMI, avec le Nouveau management public, avec les traités de libre échange, etc., enfin avec tout ce qui a caractérisé les politiques néolibérales des années 1990 et suivantes.

La deuxième raison est d'ordre bibliographique. Le livre fondamental de Foucault sur le néolibéralisme, c'est donc *Naissance de la biopolitique*. Or ce cours donné au Collège de France, qui date de 1979, n'a été publié qu'en 2004, soit vingt-cinq ans plus tard. Pour Pierre Dardot et moi-même, cette publication a constitué un vrai choc intellectuel. Nous avons découvert alors une lecture généalogique du néolibéralisme qui tranchait avec les interprétations beaucoup plus pauvres, moins informées surtout, et souvent très mécanistes qui avaient cours à l'époque. C'est à partir de cette lecture que nous avons entrepris d'écrire *La Nouvelle raison du monde* (2009) en nous servant des outils conceptuels de Foucault. Il ne s'agissait pas de faire de l'exégèse, mais d'explicitier, de prolonger, d'approfondir les pistes laissées par ce cours.

Ce que montrait Foucault, c'est que le néolibéralisme ce n'est pas seulement la « marchandisation » ou la « privatisation » généralisée, ce n'est pas seulement l'envahissement du marché et le recul de l'État. C'est une rationalité politique, et plus précisément, un certain mode de gouvernement. Élargissant encore nous montrions de notre côté que le néolibéralisme pouvait se définir comme une *logique normative* transversale qui informe des discours et des dispositifs dans de multiples domaines et institutions. Cette logique se décline à la fois, et de façon complémentaire, selon la norme universelle de la concurrence et selon le modèle unique de l'entreprise capitaliste privée. Ce qui nous a amené à dire que le néolibéralisme construisait à la fois une nouvelle anthropologie, celle du sujet humain identifié à « l'entrepreneur de soi », c'est-à-dire de l'individu gestionnaire de son propre capital, et, corrélativement, une nouvelle ontologie sociale qui ne peut concevoir la société qu'à la façon d'un marché concurrentiel. Cette anthropologie et cette ontologie supposent pour se réaliser un « interventionnisme gouvernemental » constant et non pas un retrait de l'État devant les forces de marché comme on l'a souvent dit. Le néolibéralisme se traduit par une série de politiques étatiques délibérées, actives, volontaires, qui visent toutes à construire des marchés ou des quasi-marchés dans tous les domaines (santé, éducation, justice, travail, culture, etc.), et par là à transformer d'un même pas la société, l'être humain et l'État lui-même. Si l'État ne se transformait pas lui-même en une sorte d'entreprise il ne pourrait changer ni la société ni l'être humain. Il ne pourrait gouverner les individus par le jeu d'incitations produit par la mise en concurrence généralisée, y compris dans le domaine étatique lui-même.

Cette logique normative du néolibéralisme n'est pas étrangère au capitalisme, bien au contraire, mais elle n'est pas un simple « reflet » de l'infrastructure économique. C'est la forme des pouvoirs et des dispositifs qui permet à la raison capitaliste d'envahir l'ensemble du corps social et la

totalité des corps individuels. Pour nous citer, c'est une « raison-monde qui a pour caractéristique d'étendre et d'imposer la logique du capital à toutes les relations sociales jusqu'à en faire la forme même de nos vies »⁴.

La question de la démocratie

La nouvelle raison du monde pointait les facteurs profonds de ce que nous appelions déjà avec Wendy Brown la *dé-démocratisation*, soit la façon dont le néolibéralisme notamment lorsqu'il transforme le champ politique et l'État lui-même vide de sa substance les démocraties libérales classiques. Toutes les analyses que nous y faisons du « gouvernement managérial » montraient comment les catégories fondatrices du libéralisme classique étaient subverties par les nouvelles normes de la performance et de la compétitivité, qui conduisaient à priver la vie politique elle-même de sa substance, de ses discussions, de ses clivages d'opinions et de ses confrontations d'idées.

Ces analyses offraient un certain décalage avec celles de Foucault. Il est frappant de constater que la question de la démocratie n'apparaît pas dans *Naissance de la biopolitique*, et même qu'elle est rarement problématisée dans l'œuvre de Foucault. Ce n'est pas chez lui qu'on peut trouver par exemple des « outils » pour penser la réactivation ou la réinvention de formes démocratiques d'activité ou de vie. Le plus curieux peut-être, c'est l'absence d'une vision véritablement mondiale du néolibéralisme dans ses aspects ouvertement anti-démocratiques tel qu'il commençait à être mis en œuvre par exemple en Amérique latine. Il n'y a pas de référence dans le cours de 1979 du coup d'État au Chili en 1973.

Par contre, et c'est ce que nous avons fait dans un premier temps, il était possible de déduire des analyses qu'il a faites de la gouvernementalité néolibérale l'érosion ou la destruction des formes démocratiques de délibération et de décision qui peuvent en résulter. Le citoyen n'existe plus, la seule « démocratie » pensable est celle du consommateur qui arbitre entre des marchandises. Par ailleurs, la nouvelle rationalité managériale de l'État entrepreneurial mettait en question les bases classiques de l'État et de sa légitimité. Ou plus exactement la rationalité économique l'emportait dans tous les cas sur la volonté populaire.

Mais si nous considérons alors la dé-démocratisation comme un *effet* des politiques néolibérales nous n'avions pas encore suffisamment

⁴ Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas, Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016, p. 10.

conçu que la sortie de la démocratie était bien plus qu'un effet, qu'elle était une dimension intrinsèque et de la doctrine et de la logique des pratiques néolibérales.

Dans *le Cauchemar qui n'en finit pas* en 2016, nous soulignons l'accélération à l'échelle mondiale de la crise de la démocratie, que nous imputions à la façon dont les oligarchies capitalistes et gouvernementales utilisaient les crises pour aller toujours plus loin dans les déstabilisations de la société et dans la détérioration des conditions de travail et de vie. « Gouverner par la crise » telle nous semblait la logique du néolibéralisme au vu des suites données à la crise financière mondiale de 2008, ce qui n'allait pas sans développer de plus en plus les instruments juridiques, policiers et militaires destinés à réprimer les réactions à la néolibéralisation de la société. Nous développons l'idée que le néolibéralisme n'était pas seulement cette logique normative qui informait les politiques, comme nous l'avions mis au jour en 2009, mais que c'était désormais une réalité systémique mondiale qui contraignait les gouvernements à suivre tous la même voie. L'exemple de la Grèce et de sa soumission aux diktats des créanciers et des pouvoirs européens nous semblait significatif à cet égard. Le néolibéralisme apparaissait pour ce qu'il était, un projet très conscient de limitation de toutes les formes d'expression démocratique, et ceci au moyen d'un système co-gouverné par des acteurs politiques et des acteurs économiques, notamment issus de la finance internationale. Nous insistions sur une dimension centrale de la globalisation économique qui était le *constitutionnalisme économique*, c'est-à-dire l'inscription dans les chartes, les traités, les constitutions nationales des règles de l'ordre de marché et du pouvoir sans limites du capital, de sorte à ce que la démocratie soit de fait et de droit limitée par ce constitutionnalisme dont les grands organisations commerciales et financières se veulent les garants. Nous faisons déjà de l'État un acteur à part entière d'une volonté délibérée de dé-démocratisation. Cette dernière n'était vue ni comme effet, ni seulement sous l'angle de son accélération du fait du caractère systémique et global, mais comme un but à atteindre, en un mot, comme une stratégie.

Le néolibéralisme est une stratégie de guerre civile

Le véritable virage a lieu au cours du travail collectif mené dans le cadre du GENA à partir de 2018. Ce virage est le résultat d'un double choc, celui de l'élection de Trump, puis celle de Bolsonaro. Le néolibéralisme

était manifestement en train de prendre un tour ouvertement autoritaire, répressif, anti-libéral et anti-démocratique. Après un temps de flottement où nous avons parlé de « nouveau néolibéralisme », nous avons entrepris d'examiner plus systématiquement les relations entre l'histoire doctrinale et politique du néolibéralisme et la démocratie. Cette stratégie délibérée de sortie de la démocratie n'était pas un accident, elle était contenue depuis longtemps dans la doctrine néolibérale, et ceci dès ses premiers commencements. Faire « une autre histoire du néolibéralisme », comme l'indique le sous-titre du livre *Le Choix de la guerre civile*, c'était prendre très au sérieux ce qui est déjà présent chez les premiers auteurs néolibéraux, à savoir leur volonté délibérée d'établir des garde-fous contre la menace pour l'ordre de marché que représente pour eux la démocratie.

Que veut dire une « stratégie de guerre civile » ? De façon un peu paradoxale, nous sommes revenus au Foucault du début des années 70 quand il était encore assez proche des mouvements révolutionnaires de l'époque. Dans le cours de 1972, *La Société punitive*, il montrait ainsi que la guerre civile hante et habite le discours du pouvoir d'État, que loin d'y mettre fin comme le prétendait Hobbes, elle constitue la logique même de ce pouvoir : « exercer le pouvoir c'est d'une certaine manière mener la guerre civile »⁵. Cette idée nous a servi de guide tant elle semblait parfaitement convenir à la stratégie poursuivie par le néolibéralisme.

Ce dernier se présente comme une stratégie politique de transformation des sociétés en « ordres concurrentiels », ce qui suppose pour y parvenir l'affaiblissement ou l'élimination des forces d'opposition, avec pour objectif d'imposer aux sociétés certaines normes de fonctionnement d'ensemble, dont la principale est la concurrence qui seule assure la souveraineté de l'individu-consommateur⁶. Le marché concurrentiel est une sorte d'impératif catégorique qui permet de légitimer les mesures les plus extrêmes, y compris le recours à la dictature militaire s'il le faut. Le néolibéralisme comme logique générale de fonctionnement d'une société ne peut en effet s'imposer que par la neutralisation des forces sociales, politiques et culturelles qui s'y opposent. Mais il y a deux moyens pour y parvenir : l'écrasement violent par une forme traditionnelle ou renouvelée

⁵ Michel Foucault, *La société punitive, Cours au Collège de France, 1972-1973*, EHESS/Seuil/Gallimard, 2013, p. 33.

⁶ Je reprends ici l'essentiel des thèmes développés dans un livre collectif, Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval, Pierre Sauvêtre, *Le Choix de la guerre civile, Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, 2021.

de fascisme, ou l'érosion plus lente des ressorts et des institutions de la démocratie. Dans les deux cas, la logique normative du néolibéralisme suppose la création des conditions politiques, idéologiques et sociales de son extension, et notamment un affaiblissement de tout ce qui peut faire obstacle à la rationalité du capital.

S'il y a une unité du néolibéralisme, celle-ci n'est pas doctrinale, elle est essentiellement stratégique, c'est-à-dire relative à l'objectif final et aux moyens de neutraliser un ennemi susceptible de prendre différents visages en fonction des situations. C'est cet objectif central et la diversité des moyens qui explique la *relative plasticité politique* du néolibéralisme. Dans certaines occasions historiques, le néolibéralisme semble se confondre avec l'avènement ou le rétablissement de la démocratie libérale, dans d'autres circonstances, lorsque l'ordre du marché paraît menacé, il se conjugue avec des formes politiques les plus autoritaires qui vont jusqu'à la violation des droits les plus élémentaires des individus. Et dans beaucoup d'autres cas, c'est la démocratie parlementaire qui est peu à peu vidée de sa substance par un État policier qui exerce surveillance et répression à l'égard de tout ce qui pourrait menacer l'ordre sacralisé de la concurrence. Le néolibéralisme peut ainsi apparaître tantôt comme vecteur de démocratie libérale et tantôt comme justification des pires dictatures.

Idéalement, dans l'ordre de marché structuré par le principe de la concurrence généralisée, la domination s'exerce par des moyens économiques et techniques supposés neutres, qui se veulent beaucoup plus efficaces que l'affrontement violent. Pourtant, aujourd'hui, dans les plus vieilles démocraties libérales, on peut observer la montée d'une violence étatique directe contre des citoyens regardés, non pas seulement comme des « coupables » au regard de la loi, mais comme des ennemis des lois fondamentales de l'ordre de marché. C'est cette « ennemisation » des opposants et des perturbateurs qui est la marque propre du moment actuel de l'histoire politique. Il suffit de constater l'intensité de la répression policière et judiciaire contre tous ceux qui dérangent l'ordre social et osent contester le pouvoir. De plus en plus souvent, des dispositifs juridiques, policiers et technologiques propres à la guerre contre le terrorisme ou dirigées contre des insurrections armées, deviennent des instruments de *gestion ordinaire* de l'ordre public.

Ces nouvelles formes autoritaires de la domination néolibérale nous rappellent que n'a jamais cessé de se dérouler dans toutes les sociétés, mais sous différentes formes et à des rythmes variables, une véritable *guerre civile*, ouverte ou larvée, déclarée ou non, contre toutes les forces organisées,

toutes les institutions, toutes les subjectivités qui n'obéissaient pas au modèle de l'entreprise et à la norme de la concurrence.

Le rôle de l'État dans la guerre néolibérale

Tous les néolibéraux sont convaincus qu'une intervention de l'État est nécessaire pour réaliser et défendre un tel ordre du marché concurrentiel. Ce fut d'ailleurs la base de l'accord entre les différents courants doctrinaux qui se noua une première fois lors du Colloque Lippmann de 1938 et une seconde fois avec la fondation de la Société du Mont-Pélerin en 1947. Tous les grands combats ultérieurs du néolibéralisme politique témoigneront de cet accord fondamental dans la lutte commune contre l'État providence et contre le communisme.

L'État néolibéral n'est pas l'État passif, minimal, ou faible. Il est au contraire très actif pour imposer la logique de la concurrence dans les relations sociales et le modèle de l'entreprise dans les institutions, y compris publiques. L'État néolibéral s'emploie à lutter *contre* les mécanismes de protection mis en place dans une phase antérieure du développement de l'État, et plus généralement, contre tout ce qui relève de l'égalité civile et sociale. L'État néolibéral se retourne ainsi *contre* l'État social par une politique délibérément *insécuritaire* et *inégalitaire* sur le plan social. Mais ce ne sont pas seulement les acquis de l'État social qui sont remis en cause par les politiques néolibérales, c'est aussi le fonctionnement classique des démocraties libérales qui est atteint en son cœur 1) par la « constitutionnalisation » de la logique du capital qui soustrait l'orientation de la politique économique au champ de la délibération publique, 2) par la concentration oligarchique du pouvoir, 3) par l'usage de méthodes répressives et le chantage permanent visant à imposer les reculs des droits sociaux des salariés et des droits politiques des citoyens.

Le néolibéralisme n'a jamais été démocratique. Au cœur de son projet, il y a, dès l'origine, un *antidémocratie* foncier qui procède d'une volonté délibérée de soustraire les règles du marché à l'orientation politique des gouvernements en les consacrant comme règles inviolables s'imposant à tout gouvernement, quelle que soit la majorité électorale dont il est issu. La démocratie selon ses néolibéraux comme Friedrich Hayek est un danger si elle est interprétée comme « souveraineté populaire ». Car la souveraineté populaire mène à la « démocratie sociale », premier pas vers le socialisme et le totalitarisme. Le domaine du « social », qui renvoie à l'ensemble des dispositifs de la protection « sociale » et aux politiques de

redistribution et d'égalisation des ressources, est issu, selon les néolibéraux, d'une fausse conception de la démocratie et d'un abus des institutions qui s'en réclament. Cette fausse démocratie, cette démocratie dangereuse, doit être combattue, car elle conduit tout droit à la fin d'une société fondée sur la liberté individuelle⁷.

F. Hayek est persuadé que la démocratie comme souveraineté populaire mène au socialisme, qu'elle contient en elle les germes de la « démocratie totalitaire » du fait de la double croyance dans la souveraineté populaire et dans la justice sociale, deux mythes qui, pour lui, ont progressivement débridé la puissance publique et mis en grave danger l'ordre spontané de la société⁸. Il y a deux conceptions possibles de la démocratie selon les néolibéraux, la mauvaise et la bonne. La mauvaise est celle qui voit dans le peuple la source de la souveraineté, légitimité qui confère au gouvernement la capacité d'intervenir de façon illimitée dans les affaires de la collectivité en fonction des majorités électorales. La bonne est celle qui voit dans la démocratie une manière de sélectionner les dirigeants sans violence et de limiter leur pouvoir afin de garantir les libertés personnelles.

Cette opposition entre les deux conceptions de la démocratie est essentielle à la compréhension de la stratégie néolibérale. Les premiers néolibéraux autrichiens et allemands ont été très influencés par Carl Schmitt et sa doctrine de l'État fort, seul capable à ses yeux de résister à toutes les demandes populaires en faveur de l'égalité sociale. L'État fort au-dessus de la mêlée est le contraire de « l'État total » qui veut s'occuper de tout. L'État fort, pour les néolibéraux, est le gardien d'un ordre de liberté qui à ce titre peut user des moyens les plus autoritaires et violents pour le défendre.

A cet égard, l'attitude des plus grands néolibéraux vis-à-vis de la dictature de Pinochet, qu'il s'agisse de F. Hayek ou de Milton Friedman, témoigne suffisamment des conséquences politiques de leur doctrine. F. Hayek avait le mérite de la franchise lorsqu'il déclarait au journal chilien *El Mercurio* en avril 1981 : « Ma préférence personnelle va à une dictature libérale et non à un gouvernement démocratique dont tout libéralisme est absent ». Ainsi le néolibéralisme est une théorie des *limites institutionnelles* à apporter à la logique de la souveraineté populaire, dans la mesure où cette logique, lorsqu'elle n'est pas maîtrisée, est grosse du danger totalitaire.

⁷ C'est le grand thème du pamphlet de Friedrich Hayek, *The Road to Serfdom* (1944).

⁸ Le deuxième volume de l'opus magnum de Friedrich Hayek *Droit, législation et liberté* (1976), s'intitule significativement « le mirage de la justice sociale ».

L'inspiration néolibérale ne peut être en aucun cas un libéralisme moral et politique classique. Car pour le néolibéralisme la finalité d'un ordre social n'est pas la liberté et la dignité humaine, elle n'est pas la garantie inconditionnelle des droits humains, mais plus prosaïquement, elle se trouve dans la rationalité capitaliste comme logique normative générale.

Conclusion

Je voudrais terminer ce récit par une remarque sur notre rapport à Foucault, en lien avec la question de la souveraineté de l'État. J'ai dit plus haut que nous nous sommes réclamés de Foucault à plusieurs reprises dans notre parcours, et sous des modalités différentes, mais j'ai aussi indiqué nos écarts par rapport à son travail. Il nous a toujours semblé nécessaire de nous sentir libres à son égard, comme à l'égard de quelque autre auteur que ce soit. Et il faut y insister aujourd'hui alors que, partout dans le monde, se sont déroulées de nombreuses commémorations académiques à l'occasion du quarantième anniversaire de sa mort. Si l'on peut toujours se servir avec profit de la « boîte à outils » de Foucault, il serait dommage de se priver de discussions critiques de ses analyses. C'est ce que nous avons fait dans une longue annexe placée à la fin de notre ouvrage *Dominer*, consacré à l'histoire de la souveraineté de l'État. L'enjeu de cette discussion est de savoir si la souveraineté appartient à un moment précis de l'histoire des pouvoirs, ce qui revient fréquemment dans les propos de Foucault, ou si la souveraineté est un régime de pouvoir spécifique qui a certains moments a dû s'articuler avec d'autres formes de pouvoir, les disciplines, les systèmes de sécurité, les modes de gouvernementalité, ou encore si la souveraineté étatique demeure le cadre englobant de recodification juridico-politique des formes de pouvoir, ce qui est la thèse que nous défendons. Quel est l'enjeu ? Il est de savoir si l'on peut dire avec certains auteurs comme Hardt et Negri, que la souveraineté de l'État est en voie de disparition avec le néolibéralisme triomphant. C'est évidemment une question clé pour interpréter l'époque que nous vivons.

En réalité, ce que nous montrons aussi bien dans le *Choix de la guerre civile* que dans *Dominer*, deux livres écrits en parallèle, c'est que le globalisme néolibéral avait été conçu comme un moyen de neutraliser un « nationalisme économique » qui aurait entravé ou empêché la constitution d'un ordre mondial de libre marché. Mais nous montrons aussi qu'aucun ordre économique capitaliste n'aurait pu voir le jour sans que l'État sur le plan interne ne dispose et ne défende les lois de fonctionnement d'une économie

capitaliste. Pour le dire simplement, l'État souverain est indispensable à l'ordre économique mondial parce qu'il impose de toutes les façons possibles « la liberté économique » sur l'espace territorial qui est sous son contrôle. En d'autres termes et contrairement aux thèses d'*Empire*, la globalisation supposait un renforcement sans précédent de la souveraineté interne des États sous la forme la plus autoritaire et répressive possible.

Après la période d'épidémie mondiale du covid, et après le déclenchement de la guerre en Ukraine, avec la destruction de Gaza, nous sommes entrés dans une nouvelle période, que nous pouvons qualifier de *grand chaos mondial*. Nous sommes confrontés depuis quelques années à un défi à la fois théorique et politique. Si la domination de l'État se fait de plus en plus forte sur le plan interne, qu'en est-il de l'ordre économique international que devaient garantir les États nationaux et les organisations commerciales et financières internationales ? Continue-t-on d'aller dans le sens du renforcement du globalisme ? Ou bien, au contraire, un certain « nationalisme économique » est-il en train de fragmenter l'espace économique mondial ? Et ce climat de guerre à l'échelle mondiale va-t-il accélérer une nouvelle fois la dé-démocratisation en renforçant les gouvernements les plus despotiques et les forces politiques les plus hostiles à toutes les formes de liberté et d'égalité ? Telles sont les questions angoissantes auxquelles les prochains mois permettront de répondre, et par rapport auxquelles il nous faudra prendre des positions claires.